



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Economic Action Plan 2014 Act, No. 1

Loi n^o 1 sur le plan d'action économique de 2014

S.C. 2014, c. 20

L.C. 2014, ch. 20

Current to June 20, 2019

À jour au 20 juin 2019

Last amended on June 18, 2019

Dernière modification le 18 juin 2019

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 20, 2019. The last amendments came into force on June 18, 2019. Any amendments that were not in force as of June 20, 2019 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 juin 2019. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 18 juin 2019. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 juin 2019 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 11, 2014 and other measures

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Amendments to the Income Tax Act and to Related Legislation
	Income Tax Act
	Financial Administration Act
	Income Tax Regulations
	Canada Pension Plan Regulations
	Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations
	PART 2
	Amendments to the Excise Tax Act (GST/HST Measures)
	PART 3
	Amendments to the Excise Act, 2001, the Excise Tax Act (Other Than GST/HST Measures) and the Air Travellers Security Charge Act
	Excise Act, 2001
	Amendments to the Act
	Application
	Excise Tax Act
	Air Travellers Security Charge Act

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur la gestion des finances publiques
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	Règlement sur le Régime de pensions du Canada
	Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations
	PARTIE 2
	Modification de la Loi sur la taxe d'accise (mesures relatives à la TPS/TVH)
	PARTIE 3
	Modification de la Loi de 2001 sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise (sauf les dispositions concernant la TPS/TVH) et de la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien
	Loi de 2001 sur l'accise
	Modification de la loi
	Application
	Loi sur la taxe d'accise
	Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

PART 4	PARTIE 4
Customs Tariff	Tarif des douanes
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
98 November 29, 2013	98 29 novembre 2013
PART 5	PARTIE 5
Canada–United States Enhanced Tax Information Exchange Agreement Implementation Act	Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada–États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux
Enactment of Act	Édiction de la loi
99 Enactment	99 Édiction
Amendments to the Income Tax Act	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu
PART 6	PARTIE 6
Various Measures	Diverses mesures
DIVISION 1	SECTION 1
Payments — Veterans Affairs	Paiements — anciens combattants
102 Earnings loss benefit	102 Allocation pour perte de revenus
103 Canadian Forces income support benefit	103 Allocation de soutien du revenu
104 War veterans allowance	104 Allocation aux anciens combattants
105 Civilian war-related benefits	105 Prestations de guerre pour les civils
106 Consolidated Revenue Fund	106 Trésor
107 Definitions	107 Définitions
DIVISION 2	SECTION 2
Canada Deposit Insurance Corporation	Société d'assurance-dépôts du Canada
Bank of Canada Act	Loi sur la Banque du Canada
Canada Deposit Insurance Corporation Act	Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada
DIVISION 3	SECTION 3
Regulatory Cooperation Council Initiative on Workplace Chemicals	Initiative du Conseil de coopération en matière de réglementation concernant les produits chimiques dans les lieux de travail
Amendments to the Hazardous Products Act	Modification de la Loi sur les produits dangereux
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Amendments to the Canada Labour Code	Modification du Code canadien du travail
Transitional Provisions	Dispositions transitoires

Amendments to the Hazardous Materials Information Review Act	Modification de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
*162 Order in council	*162 Décret
DIVISION 4	SECTION 4
Importation of Intoxicating Liquors Act	Loi sur l'importation des boissons enivrantes
DIVISION 5	SECTION 5
Judges Act	Loi sur les juges
DIVISION 6	SECTION 6
Members of Parliament Retiring Allowances Act	Loi sur les allocations de retraite des parlementaires
Amendments to the Act	Modifications de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
DIVISION 7	SECTION 7
National Defence Act	Loi sur la défense nationale
Amendments to the Act	Modifications de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
171 Sixty days after royal assent	171 Soixante jours après la sanction
DIVISION 8	SECTION 8
Customs Act	Loi sur les douanes
DIVISION 9	SECTION 9
Atlantic Canada Opportunities Agency	Agence de promotion économique du Canada atlantique
Atlantic Canada Opportunities Agency Act	Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
Dissolution of Board	Dissolution du conseil
DIVISION 10	SECTION 10
Enterprise Cape Breton Corporation	Société d'expansion du Cap-Breton
Dissolution	Dissolution
179 Definitions	179 Définitions
180 Dissolution	180 Dissolution
181 Transfer of assets and obligations	181 Transfert des éléments d'actif et obligations
182 Appointment to Agency	182 Nomination auprès de l'Agence
183 Appointments terminated	183 Fin des mandats
184 Provisions not applicable	184 Dispositions non applicables

185	Closing out affairs
186	Continuation of legal proceedings Atlantic Canada Opportunities Agency Act Consequential Amendments Financial Administration Act Payments in Lieu of Taxes Act Public Sector Compensation Act Repeal DIVISION 11 Museums Act Amendment to the Act Transitional Provisions Definitions Online Works of Reference Virtual Museum of Canada Coming into Force
*205	Order in council DIVISION 12 Nordion and Theratronics Divestiture Authorization Act DIVISION 13 Bank Act DIVISION 14 Insurance Companies Act DIVISION 15 Regulatory Cooperation Motor Vehicle Safety Act Railway Safety Act Transportation of Dangerous Goods Act, 1992 Ensuring Safe Vehicles Imported from Mexico for Canadians Act Safe Food for Canadians Act Coordinating Amendments Coming into Force
*238	Order in council

185	Liquidation
186	Instances judiciaires en cours Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique Modifications corrélatives Loi sur la gestion des finances publiques Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts Loi sur la rémunération du secteur public Abrogation SECTION 11 Loi sur les musées Modification de la loi Dispositions transitoires Définitions Ouvrages de référence en ligne Musée virtuel du Canada Entrée en vigueur
*205	Décret SECTION 12 Loi autorisant l'aliénation de Nordion et de Theratronics SECTION 13 Loi sur les banques SECTION 14 Loi sur les sociétés d'assurances SECTION 15 Coopération en matière de réglementation Loi sur la sécurité automobile Loi sur la sécurité ferroviaire Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses Loi assurant aux Canadiens la sécurité des véhicules importés du Mexique Loi sur la salubrité des aliments au Canada Dispositions de coordination Entrée en vigueur
*238	Décret

DIVISION 16		SECTION 16	
Telecommunications Act		Loi sur les télécommunications	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*241	Order in council	*241	Décret
DIVISION 17		SECTION 17	
Sickness Benefits		Prestations de maladie	
Canada Labour Code		Code canadien du travail	
Employment Insurance Act		Loi sur l'assurance-emploi	
Transitional Provision		Disposition transitoire	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*251	Order in council	*251	Décret
DIVISION 18		SECTION 18	
Canadian Food Inspection Agency Act		Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments	
Amendment to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*253	2012, c. 24 or royal assent.	*253	2012, ch. 24 ou sanction.
DIVISION 19		SECTION 19	
Money Laundering and Terrorist Financing		Recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes	
Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes	
Jobs and Economic Growth Act		Loi sur l'emploi et la croissance économique	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
298	One year after royal assent	298	Un an après la sanction royale
DIVISION 20		SECTION 20	
Immigration		Immigration	
Immigration and Refugee Protection Act		Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	
Economic Action Plan 2013 Act, No. 2		Loi no 2 sur le plan d'action économique de 2013	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*307	Order in council	*307	Décret

DIVISION 21

Public Service Labour Relations

Public Service Labour Relations Act

Economic Action Plan 2013 Act, No. 2

Coming into Force

DIVISION 22

Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006

DIVISION 23

Budget Implementation Act, 2009

DIVISION 24

Securitization of Insured Mortgage or Hypothecary Loans

Protection of Residential Mortgage or Hypothecary Insurance Act

National Housing Act

DIVISION 25

Amendments Relating to International Treaties on Trademarks

Amendments to the Trade-marks Act

Consequential Amendments

Olympic and Paralympic Marks Act

Terminology

Coordinating Amendments

Coming into Force

368 Order in council

DIVISION 26

Reduction of Governor in Council Appointments

DIVISION 27

Old Age Security Act

Amendments to the Act

Coming into Force

***374** Order in council

SECTION 21

Relations de travail dans la fonction publique

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Loi no 2 sur le plan d'action économique de 2013

Entrée en vigueur

SECTION 22

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre

SECTION 23

Loi d'exécution du budget de 2009

SECTION 24

Titrisation de prêts hypothécaires assurés

Loi sur la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle

Loi nationale sur l'habitation

SECTION 25

Modifications liées aux traités internationaux sur les marques de commerce

Modification de la Loi sur les marques de commerce

Modifications corrélatives

Loi sur les marques olympiques et paralympiques

Modifications terminologiques

Dispositions de coordination

Entrée en vigueur

368 Décret

SECTION 26

Mesure de réduction des postes pourvus par le gouverneur en conseil

SECTION 27

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Modification de la loi

Entrée en vigueur

***374** Décret

	DIVISION 28		SECTION 28
	New Bridge for the St. Lawrence Act		Loi visant le nouveau pont pour le Saint-Laurent
375	Enactment	375	Édiction de la loi
	DIVISION 29		SECTION 29
	Administrative Tribunals Support Service of Canada Act		Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs
	Enactment of Act		Édiction de la loi
376	Enactment	376	Édiction
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
	Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information
	Competition Act		Loi sur la concurrence
	Cultural Property Export and Import Act		Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels
	Excise Tax Act		Loi sur la taxe d'accise
	Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
	Canadian Human Rights Act		Loi canadienne sur les droits de la personne
	Canada Labour Code		Code canadien du travail
	Privacy Act		Loi sur la protection des renseignements personnels
	Special Import Measures Act		Loi sur les mesures spéciales d'importation
	Customs Act		Loi sur les douanes
	Competition Tribunal Act		Loi sur le Tribunal de la concurrence
	Canada Agricultural Products Act		Loi sur les produits agricoles au Canada
	Canadian International Trade Tribunal Act		Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
	Income Tax Act		Loi de l'impôt sur le revenu
	Public Sector Compensation Act		Loi sur la rémunération du secteur public
	Status of the Artist Act		Loi sur le statut de l'artiste
	Employment Equity Act		Loi sur l'équité en matière d'emploi
	Transportation Appeal Tribunal of Canada Act		Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada
	Department of Employment and Social Development Act		Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social
	Public Servants Disclosure Protection Act		Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles
	Specific Claims Tribunal Act		Loi sur le Tribunal des revendications particulières
	Economic Action Plan 2013 Act, No. 2		Loi no 2 sur le plan d'action économique de 2013
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*482	Order in council	*482	Décret

DIVISION 30

Apprentice Loans Act

Enactment of Act

483 Enactment

Consequential Amendments

Bankruptcy and Insolvency Act

Department of Employment and Social Development
Act

Coming into Force

***486** Order in council

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

SCHEDULE 3

SCHEDULE 4

SCHEDULE 5

SCHEDULE 6

SECTION 30

Loi sur les prêts aux apprentis

Édiction de la loi

483 Édiction

Modifications corrélatives

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement
social

Entrée en vigueur

***486** Décret

ANNEXE 1

ANNEXE 2

ANNEXE 3

ANNEXE 4

ANNEXE 5

ANNEXE 6



S.C. 2014, c. 20

L.C. 2014, ch. 20

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 11, 2014 and other measures

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Assented to 19th June 2014]

[Sanctionnée le 19 juin 2014]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1*.

Titre abrégé

1 *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014.*

PART 1

PARTIE 1

Amendments to the Income Tax Act and to Related Legislation

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu et de textes connexes

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Amendment]

2 [Modification]

3 [Amendment]

3 [Modification]

4 [Amendment]

4 [Modification]

5 [Amendment]

5 [Modification]

6 [Amendment]

6 [Modification]

7 [Amendment]

7 [Modification]

8 [Amendment]

8 [Modification]

- 9** [Amendment]
- 10** [Amendments]
- 11** [Amendment]
- 12** [Amendments]
- 13** [Amendments]
- 14** [Amendment]
- 15** [Amendment]
- 16** [Amendment]
- 17** [Amendments]
- 18** [Amendments]
- 19** [Amendment]
- 20** [Amendment]
- 21** [Amendments]
- 22** [Amendments]
- 23** [Amendment]
- 24** [Amendment]
- 25** [Amendment]
- 26** [Amendment]
- 27** [Amendment]
- 28** [Amendments]
- 29** [Amendments]
- 30** [Amendments]

Financial Administration Act

- 31** [Amendment]

Income Tax Regulations

- 32** [Amendment]
- 33** [Amendments]
- 34** [Amendment]

- 9** [Modification]
- 10** [Modifications]
- 11** [Modification]
- 12** [Modifications]
- 13** [Modifications]
- 14** [Modification]
- 15** [Modification]
- 16** [Modification]
- 17** [Modifications]
- 18** [Modifications]
- 19** [Modification]
- 20** [Modification]
- 21** [Modifications]
- 22** [Modifications]
- 23** [Modification]
- 24** [Modification]
- 25** [Modification]
- 26** [Modification]
- 27** [Modification]
- 28** [Modifications]
- 29** [Modifications]
- 30** [Modifications]

Loi sur la gestion des finances publiques

- 31** [Modification]

Règlement de l'impôt sur le revenu

- 32** [Modification]
- 33** [Modifications]
- 34** [Modification]

35 [Amendment]

36 [Amendment]

37 [Amendment]

Canada Pension Plan Regulations

38 [Amendments]

Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations

39 [Amendments]

PART 2

Amendments to the Excise Tax Act (GST/HST Measures)

40 [Amendments]

41 [Amendment]

42 [Amendment]

43 [Amendment]

44 [Amendment]

45 [Amendment]

46 [Amendment]

47 [Amendment]

48 [Amendment]

49 [Amendment]

50 [Amendments]

51 [Amendment]

52 [Amendment]

53 [Amendment]

54 [Amendments]

35 [Modification]

36 [Modification]

37 [Modification]

Règlement sur le Régime de pensions du Canada

38 [Modifications]

Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations

39 [Modifications]

PARTIE 2

Modification de la Loi sur la taxe d'accise (mesures relatives à la TPS/TVH)

40 [Modifications]

41 [Modification]

42 [Modification]

43 [Modification]

44 [Modification]

45 [Modification]

46 [Modification]

47 [Modification]

48 [Modification]

49 [Modification]

50 [Modifications]

51 [Modification]

52 [Modification]

53 [Modification]

54 [Modifications]

55 [Amendment]

56 [Amendment]

57 [Amendment]

58 [Amendment]

59 [Amendment]

60 [Amendment]

61 [Amendment]

PART 3

Amendments to the Excise Act, 2001, the Excise Tax Act (Other Than GST/HST Measures) and the Air Travellers Security Charge Act

Excise Act, 2001

Amendments to the Act

62 [Amendment]

63 [Amendment]

64 [Amendment]

65 [Amendment]

66 [Amendment]

67 [Amendment]

68 [Amendment]

69 (1) and (2) [Amendments]

(3) [Repealed, 2017, c. 20, s. 66]

(4) [Amendment]

(5) [Repealed, 2017, c. 20, s. 66]

70 [Amendment]

55 [Modification]

56 [Modification]

57 [Modification]

58 [Modification]

59 [Modification]

60 [Modification]

61 [Modification]

PARTIE 3

Modification de la Loi de 2001 sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise (sauf les dispositions concernant la TPS/TVH) et de la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Loi de 2001 sur l'accise

Modification de la loi

62 [Modification]

63 [Modification]

64 [Modification]

65 [Modification]

66 [Modification]

67 [Modification]

68 [Modification]

69 (1) et (2) [Modifications]

(3) [Abrogé, 2017, ch. 20, art. 66]

(4) [Modification]

(5) [Abrogé, 2017, ch. 20, art. 66]

70 [Modification]

71 [Amendment]

72 [Amendment]

73 [Amendments]

74 [Amendment]

75 [Amendments]

76 [Amendments]

77 [Amendment]

78 [Amendments]

79 [Amendments]

80 [Amendments]

81 [Amendments]

Application

82 [Related Provision]

Excise Tax Act

83 [Amendment]

84 [Amendment]

85 [Amendment]

86 [Amendment]

87 [Amendment]

88 [Amendment]

89 [Amendment]

Air Travellers Security Charge Act

90 [Amendment]

PART 4

Customs Tariff

Amendments to the Act

91 [Amendment]

71 [Modification]

72 [Modification]

73 [Modifications]

74 [Modification]

75 [Modifications]

76 [Modifications]

77 [Modification]

78 [Modifications]

79 [Modifications]

80 [Modifications]

81 [Modifications]

Application

82 [Disposition connexe]

Loi sur la taxe d'accise

83 [Modification]

84 [Modification]

85 [Modification]

86 [Modification]

87 [Modification]

88 [Modification]

89 [Modification]

Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

90 [Modification]

PARTIE 4

Tarif des douanes

Modification de la loi

91 [Modification]

92 [Amendment]

93 [Amendment]

94 [Amendment]

95 [Amendment]

96 [Amendment]

97 [Amendment]

Coming into Force

November 29, 2013

98 (1) Sections 91 and 92 are deemed to have come into force on November 29, 2013.

May 5, 2014

(2) Sections 93, 96 and 97 are deemed to have come into force on May 5, 2014.

PART 5

Canada–United States Enhanced Tax Information Exchange Agreement Implementation Act

Enactment of Act

Enactment

99 The *Canada–United States Enhanced Tax Information Exchange Agreement Implementation Act*, whose text is as follows and whose schedule is set out in Schedule 3 to this Act, is enacted:

[See *Canada–United States Enhanced Tax Information Exchange Agreement Implementation Act*]

Amendments to the Income Tax Act

100 [Amendment]

101 [Amendment]

92 [Modification]

93 [Modification]

94 [Modification]

95 [Modification]

96 [Modification]

97 [Modification]

Entrée en vigueur

29 novembre 2013

98 (1) Les articles 91 et 92 sont réputés être entrés en vigueur le 29 novembre 2013.

5 mai 2014

(2) Les articles 93, 96 et 97 sont réputés être entrés en vigueur le 5 mai 2014.

PARTIE 5

Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux

Édiction de la loi

Édiction

99 Est édictée la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux*, dont le texte suit et dont l'annexe figure à l'annexe 3 de la présente loi :

[Voir la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux*]

Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu

100 [Modification]

101 [Modification]

PART 6

Various Measures

DIVISION 1

Payments — Veterans Affairs

Earnings loss benefit

102 (1) A person who received an earnings loss benefit under subsection 18(1) or 22(1) of the *Veterans Well-being Act*, as it read immediately before April 1, 2019, for the period that began on May 29, 2012 and ended on September 30, 2012 — or who would have been eligible to receive that benefit if the disability pension paid to the person under the *Pension Act* for that period had not been taken into account — is entitled to receive an amount determined in accordance with the formula

$$A - B - C$$

where

- A** is the amount of the earnings loss benefit that would have been paid to the person for that period if the disability pension paid to the person under the *Pension Act* for that period had not been taken into account;
- B** is the amount of the earnings loss benefit that was paid to the person for that period; and
- C** is the amount of long-term disability benefits that was paid or is payable under the Service Income Security Insurance Plan Long Term Disability to the person for that period as a result of the settlement order in *Manuge v. Canada* that was approved by the Federal Court on April 15, 2013.

Payment

(2) Any amount paid or payable under subsection (1) is deemed to be an income replacement benefit paid or payable under the *Veterans Well-being Act*.

2014, c. 20, s. 102; 2017, c. 20, s. 292; 2018, c. 12, s. 182.

Canadian Forces income support benefit

103 (1) A person who received a Canadian Forces income support benefit under any of sections 27 to 31 of the *Veterans Well-being Act* for the period that began on May 29, 2012 and ended on September 30, 2012 — or who would have been

PARTIE 6

Diverses mesures

SECTION 1

Paiements — anciens combattants

Allocation pour perte de revenus

102 (1) Est versée à la personne qui a reçu une allocation pour perte de revenus en vertu des paragraphes 18(1) ou 22(1) de la *Loi sur le bien-être des vétérans*, dans sa version antérieure au 1^{er} avril 2019, pour la période commençant le 29 mai 2012 et se terminant le 30 septembre 2012 — ou qui aurait été admissible à recevoir une telle allocation si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les pensions* pour cette période n'avait pas été prise en compte — la somme correspondant au résultat du calcul suivant :

$$A - B - C$$

où :

- A** représente l'allocation pour perte de revenus qui lui aurait été versée pour cette période si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les pensions* pour cette période n'avait pas été prise en compte;
- B** l'allocation pour perte de revenus versée à la personne pour cette période;
- C** toute prestation d'assurance-invalidité prolongée versée ou à verser en vertu du Régime d'assurance-revenu militaire à la personne pour cette période en raison de l'ordonnance de règlement dans l'affaire *Manuge c. Canada* approuvée par la Cour fédérale le 15 avril 2013.

Versement

(2) Toute somme versée ou à verser au titre du paragraphe (1) est réputée être une prestation de remplacement du revenu versée ou à verser en vertu de la *Loi sur le bien-être des vétérans*.

2014, ch. 20, art. 102; 2017, ch. 20, art. 292; 2018, ch. 12, art. 182.

Allocation de soutien du revenu

103 (1) Est versée à la personne qui a reçu une allocation de soutien du revenu en vertu de l'un ou l'autre des articles 27 à 31 de la *Loi sur le bien-être des vétérans* pour la période commençant le 29 mai 2012 et se terminant le 30 septembre 2012 —

eligible to receive that benefit if the disability pension paid to the person under the *Pension Act* for that period had not been taken into account — is entitled to receive an amount determined in accordance with the formula

$$A - B - C$$

where

- A is the amount of the Canadian Forces income support benefit that would have been paid to the person for that period if the disability pension paid to the person under the *Pension Act* for that period had not been taken into account;
- B is the amount of the Canadian Forces income support benefit that was paid to the person for that period; and
- C is the amount of long-term disability benefits that was paid or is payable under the Service Income Security Insurance Plan Long Term Disability to the person for that period as a result of the settlement order in *Manuge v. Canada* that was approved by the Federal Court on April 15, 2013.

Payment

(2) Any amount paid or payable under subsection (1) is deemed to be a Canadian Forces income support benefit paid or payable under the *Veterans Well-being Act*.

2014, c. 20, s. 103; 2017, c. 20, s. 292.

War veterans allowance

104 (1) A person who received an allowance under subsection 4(1) of the *War Veterans Allowance Act* for the period that began on May 29, 2012 and ended on September 30, 2013 — or who would have been eligible to receive that allowance if the disability pension paid to the person under the *Pension Act* or any similar or equivalent law of the country in whose forces the veteran served for that period had not been taken into account — is entitled to receive an amount determined in accordance with the formula

$$A - B$$

where

- A is the amount of the allowance that would have been paid to the person for that period if the disability pension paid to or in respect of the veteran under the *Pension Act* or any similar or equivalent law of the country in whose

ou qui aurait été admissible à recevoir une telle allocation si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les pensions* pour cette période n'avait pas été prise en compte — la somme correspondant au résultat du calcul suivant :

$$A - B - C$$

où :

- A représente l'allocation de soutien du revenu qui lui aurait été versée pour cette période si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les pensions* pour cette période n'avait pas été prise en compte;
- B l'allocation de soutien du revenu versée à la personne pour cette période;
- C toute prestation d'assurance-invalidité prolongée versée ou à verser en vertu du Régime d'assurance-revenu militaire à la personne pour cette période en raison de l'ordonnance de règlement dans l'affaire *Manuge c. Canada* approuvée par la Cour fédérale le 15 avril 2013.

Versement

(2) Toute somme versée ou à verser au titre du paragraphe (1) est réputée être une allocation de soutien du revenu versée ou à verser en vertu de la *Loi sur le bien-être des vétérans*.

2014, ch. 20, art. 103; 2017, ch. 20, art. 292.

Allocation aux anciens combattants

104 (1) Est versée à la personne qui a reçu une allocation en vertu du paragraphe 4(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* pour la période commençant le 29 mai 2012 et se terminant le 30 septembre 2013 — ou qui aurait été admissible à recevoir une telle allocation si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les pensions* ou de toute loi semblable ou équivalente dans le pays dans les forces duquel l'ancien combattant a servi pour cette période n'avait pas été prise en compte — la somme correspondant au résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

- A représente l'allocation qui lui aurait été versée pour cette période si la pension d'invalidité versée à l'ancien combattant, ou à son égard, en vertu de la *Loi sur les pensions*

forces the veteran served for that period had not been taken into account; and

B is the amount of the allowance that was paid to the person for that period.

Payment

(2) Any amount paid or payable under subsection (1) is deemed to be an allowance paid or payable under the *War Veterans Allowance Act*.

Civilian war-related benefits

105 (1) A person who received a benefit under the *Civilian War-related Benefits Act* for the period that began on May 29, 2012 and ended on September 30, 2013 — or who would have been eligible to receive that benefit if the disability pension paid to the person under that Act for that period had not been taken into account — is entitled to receive an amount determined in accordance with the formula

$$A - B$$

where

A is the amount of the benefit that would have been paid to the person for that period if the disability pension paid to the person under the *Civilian War-related Benefits Act* for that period had not been taken into account; and

B is the amount of the benefit that was paid to the person for that period.

Payment

(2) Any amount paid or payable under subsection (1) is deemed to be a benefit paid or payable under the *Civilian War-related Benefits Act*.

Consolidated Revenue Fund

106 There shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Veterans Affairs, the amounts determined under sections 102 to 105.

Definitions

107 (1) The following definitions apply in this section.

common-law partner means a person who is cohabiting with another person in a conjugal

ou de toute loi semblable ou équivalente dans le pays dans les forces duquel l'ancien combattant a servi pour cette période;

B l'allocation versée à la personne pour cette période.

Versement

(2) Toute somme versée ou à verser au titre du paragraphe (1) est réputée être une allocation versée ou à verser en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*.

Prestations de guerre pour les civils

105 (1) Est versée à la personne qui a reçu une prestation en vertu de la *Loi sur les prestations de guerre pour les civils* pour la période commençant le 29 mai 2012 et se terminant le 30 septembre 2013 — ou qui aurait été admissible à recevoir une telle prestation si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de cette loi pour cette période n'avait pas été prise en compte — la somme correspondant au résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente la prestation qui lui aurait été versée pour cette période si la pension d'invalidité lui ayant été versée en vertu de la *Loi sur les prestations de guerre pour les civils* pour cette période n'avait pas été prise en compte;

B la prestation versée à la personne pour cette période.

Versement

(2) Toute somme versée ou à verser au titre du paragraphe (1) est réputée être une prestation versée ou à verser en vertu de la *Loi sur les prestations de guerre pour les civils*.

Trésor

106 À la demande du ministre des Anciens Combattants, il est payé sur le Trésor les sommes visées aux articles 102 à 105.

Définitions

107 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

relationship and has done so for a period of at least one year. (*conjoint de fait*)

dependent child

(a) in the case of a payment made under section 102 or 103, has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Veterans Well-being Act*; and

(b) in the case of a payment made under section 104 or 105, has the same meaning as in subsection 2(1) of the *War Veterans Allowance Act*. (*enfant à charge*)

survivor, in relation to a deceased person, means

(a) their spouse who was, at the time of the person's death, residing with the person; or

(b) the person who was, at the time of the person's death, the person's common-law partner. (*survivant*)

Couples living apart

(2) A spouse is deemed to be residing with the person and a common-law partner does not cease to be the person's common-law partner, if it is established that they are living apart by reason only of

(a) one or both of them having to reside in a health care facility;

(b) circumstances of a temporary nature; or

(c) other circumstances that are not within the control of the person or the spouse or common-law partner.

Deceased person

(3) If a person who is entitled to be paid an amount under any of sections 102 to 105 dies before the amount is paid, the following rules apply:

(a) if, at the time of death, there is a survivor, the survivor is entitled to 100% of the amount;

(b) if, at the time of death, there is no survivor, but there are one or more dependent children, each of those children is entitled to the amount obtained by dividing the amount to be paid by the number of those dependent children; and

conjoint de fait La personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an. (*common-law partner*)

enfant à charge S'entend :

a) dans le cas des versements visés aux articles 102 et 103, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur le bien-être des vétérans*;

b) dans le cas des versements visés aux articles 104 et 105, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*. (*dependent child*)

survivant Selon le cas :

a) l'époux qui, au moment du décès de la personne en cause, résidait avec celle-ci;

b) la personne qui, au moment du décès de la personne en cause, était son conjoint de fait. (*survivor*)

Couples séparés

(2) L'époux est considéré comme résidant avec la personne en cause et le conjoint de fait conserve sa qualité de conjoint de fait s'il est démontré que l'époux ou conjoint de fait ne vit pas avec la personne en cause pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

a) le placement de l'un d'eux dans un établissement de santé;

b) une situation de nature temporaire;

c) d'autres circonstances indépendantes de leur volonté.

Personne décédée

(3) Si la personne ayant droit à l'un des versements visés aux articles 102 à 105 décède avant que ce versement ne soit fait, les règles ci-après s'appliquent :

a) si, au moment du décès, il y a un survivant, la somme lui est versée en entier;

b) si, au moment du décès, il n'y a pas de survivant, mais qu'il y a un ou plusieurs enfants à charge, chacun d'eux reçoit la somme résultant de la division de la somme à verser par le nombre d'enfants à charge;

(c) if, at the time of death, there is no survivor or dependent child, no amount is to be paid.

2014, c. 20, s. 107; 2017, c. 20, s. 292.

c) si, au moment du décès, il n'y a ni survivant ni enfant à charge, aucune somme n'est versée.

2014, ch. 20, art. 107; 2017, ch. 20, art. 292.

DIVISION 2

Canada Deposit Insurance Corporation

Bank of Canada Act

108 [Amendment]

Canada Deposit Insurance Corporation Act

109 [Amendment]

DIVISION 3

Regulatory Cooperation Council Initiative on Workplace Chemicals

Amendments to the Hazardous Products Act

110 [Amendment]

111 [Amendments]

112 [Amendment]

113 [Amendments]

114 [Amendment]

115 [Amendments]

116 [Amendment]

117 [Amendment]

118 [Amendment]

119 [Amendment]

120 [Amendment]

121 [Amendment]

SECTION 2

Société d'assurance-dépôts du Canada

Loi sur la Banque du Canada

108 [Modification]

Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada

109 [Modification]

SECTION 3

Initiative du Conseil de coopération en matière de réglementation concernant les produits chimiques dans les lieux de travail

Modification de la Loi sur les produits dangereux

110 [Modification]

111 [Modifications]

112 [Modification]

113 [Modifications]

114 [Modification]

115 [Modifications]

116 [Modification]

117 [Modification]

118 [Modification]

119 [Modification]

120 [Modification]

121 [Modification]

122 [Amendments]

123 [Amendment]

124 [Amendment]

125 [Amendment]

126 [Amendment]

127 [Amendment]

128 [Amendment]

Transitional Provisions

129 [Transitional Provisions]

130 [Transitional Provisions]

131 [Transitional Provisions]

132 [Transitional Provisions]

133 [Transitional Provisions]

134 [Transitional Provisions]

135 [Transitional Provisions]

136 [Transitional Provisions]

137 [Transitional Provisions]

138 [Transitional Provision]

Amendments to the Canada Labour Code

139 [Amendments]

140 [Amendment]

141 [Amendment]

142 [Amendment]

Transitional Provisions

143 [Transitional Provision]

144 [Transitional Provision]

145 [Transitional Provisions]

122 [Modifications]

123 [Modification]

124 [Modification]

125 [Modification]

126 [Modification]

127 [Modification]

128 [Modification]

Dispositions transitoires

129 [Dispositions transitoires]

130 [Dispositions transitoires]

131 [Dispositions transitoires]

132 [Dispositions transitoires]

133 [Dispositions transitoires]

134 [Dispositions transitoires]

135 [Dispositions transitoires]

136 [Dispositions transitoires]

137 [Dispositions transitoires]

138 [Disposition transitoire]

Modification du Code canadien du travail

139 [Modifications]

140 [Modification]

141 [Modification]

142 [Modification]

Dispositions transitoires

143 [Disposition transitoire]

144 [Disposition transitoire]

145 [Dispositions transitoires]

Amendments to the Hazardous Materials Information Review Act

146 [Amendments]

147 [Amendments]

148 [Amendments]

149 [Amendments]

150 [Amendment]

151 [Amendments]

152 [Amendment]

153 [Amendment]

154 [Amendments]

155 [Amendment]

156 [Amendment]

157 [Amendments]

158 [Amendment]

Transitional Provisions

159 [Transitional Provisions]

Coordinating Amendments

160 [Amendment]

161 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***162** The provisions of this Division, other than sections 160 and 161, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 110 to 138 and 146 to 159 in force February 11, 2015, see SI/2015-5; sections 139 to 145 in force February 11, 2015, see SI/2015-6.]

Modification de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

146 [Modifications]

147 [Modifications]

148 [Modifications]

149 [Modifications]

150 [Modification]

151 [Modifications]

152 [Modification]

153 [Modification]

154 [Modifications]

155 [Modification]

156 [Modification]

157 [Modifications]

158 [Modification]

Dispositions transitoires

159 [Dispositions transitoires]

Dispositions de coordination

160 [Modification]

161 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***162** Les dispositions de la présente section, à l'exception des articles 160 et 161, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 110 à 138 et 146 à 159 en vigueur le 11 février 2015, voir TR/2015-5; articles 139 à 145 en vigueur le 11 février 2015, voir TR/2015-6.]

DIVISION 4

Importation of Intoxicating Liquors Act

163 [Amendment]

DIVISION 5

Judges Act

164 [Amendment]

165 [Amendment]

DIVISION 6

Members of Parliament Retiring Allowances Act

Amendments to the Act

166 [Amendment]

Transitional Provision

167 [Transitional Provision]

DIVISION 7

National Defence Act

Amendments to the Act

168 [Amendment]

169 [Amendment]

170 [Amendment]

Coming into Force

Sixty days after royal assent

171 *(1) Section 168 comes into force 60 days after the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Section 168 in force August 18, 2014.]

SECTION 4

Loi sur l'importation des boissons enivrantes

163 [Modification]

SECTION 5

Loi sur les juges

164 [Modification]

165 [Modification]

SECTION 6

Loi sur les allocations de retraite des parlementaires

Modifications de la loi

166 [Modification]

Disposition transitoire

167 [Disposition transitoire]

SECTION 7

Loi sur la défense nationale

Modifications de la loi

168 [Modification]

169 [Modification]

170 [Modification]

Entrée en vigueur

Soixante jours après la sanction

171 *(1) L'article 168 entre en vigueur soixante jours après la date de sanction de la présente loi.

* [Note: Article 168 en vigueur le 18 août 2014.]

Order in council

***(2) Sections 169 and 170 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 169 and 170 in force June 1, 2015, see SI/2015-34.]

DIVISION 8

Customs Act

172 [Amendment]

173 [Amendment]

174 [Amendment]

DIVISION 9

Atlantic Canada Opportunities Agency

Atlantic Canada Opportunities Agency Act

175 [Amendment]

176 [Amendment]

177 [Amendment]

Dissolution of Board

178 [Related Provisions]

DIVISION 10

Enterprise Cape Breton Corporation

Dissolution

Definitions

179 The following definitions apply in sections 180 to 186.

Agency means the Atlantic Canada Opportunities Agency established by section 10 of the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act*. (*Agence*)

Corporation means the Enterprise Cape Breton Corporation continued under section 27 of the

Décret

***(2) Les articles 169 et 170 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note: Articles 169 et 170 en vigueur le 1^{er} juin 2015, voir TR/2015-34.]

SECTION 8

Loi sur les douanes

172 [Modification]

173 [Modification]

174 [Modification]

SECTION 9

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

175 [Modification]

176 [Modification]

177 [Modification]

Dissolution du conseil

178 [Dispositions connexes]

SECTION 10

Société d'expansion du Cap-Breton

Dissolution

Définitions

179 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 180 à 186.

Agence L'Agence de promotion économique du Canada atlantique, constituée par l'article 10 de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*. (*Agence*)

***Enterprise Cape Breton Corporation Act.
(Société)***

Minister means the Minister as defined in section 3 of the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act. (ministre)*

Dissolution

180 The Corporation is dissolved on the day on which this Division comes into force.

Transfer of assets and obligations

181 (1) On the day on which this Division comes into force,

(a) the Corporation's assets and those of its subsidiaries, other than the real property described in paragraph (c), are transferred to the Agency;

(b) the Corporation's obligations and those of its subsidiaries, other than those described in paragraph (d), are assumed by the Agency;

(c) the administration of all real property in which the Corporation has any right, title or interest is transferred to the Minister of Public Works and Government Services; and

(d) the Corporation's obligations and those of its subsidiaries to former employees of the Cape Breton Development Corporation established by the *Cape Breton Development Corporation Act* that were acquired by the Corporation or its subsidiaries on December 31, 2009 are assumed by Her Majesty in right of Canada as represented by the Minister of Public Works and Government Services.

Credits transferred — Department of Public Works and Government Services

(2) Any money that is appropriated by an Act of Parliament, for the fiscal year in which this Division comes into force, to defray any of the Corporation's expenditures related to any real property described in paragraph (1)(c) and any of the Corporation's expenditures related to any of its obligations described in paragraph (1)(d), and that is unexpended, is deemed to have been appropriated to defray any expenditures of the Department of Public Works and Government Services.

ministre Le ministre au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. (Minister)*

Société La Société d'expansion du Cap-Breton maintenue en vertu de l'article 27 de la *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton. (Corporation)*

Dissolution

180 La Société est dissoute à la date d'entrée en vigueur de la présente section.

Transfert des éléments d'actif et obligations

181 (1) À la date d'entrée en vigueur de la présente section :

a) les éléments d'actif de la Société et de ses filiales, sauf les biens réels visés à l'alinéa c), sont transférés à l'Agence;

b) les obligations de la Société et de ses filiales, sauf celles visées à l'alinéa d), sont assumées par l'Agence;

c) la gestion des biens réels sur lesquels la Société a un droit, titre de propriété ou intérêt est transférée au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux;

d) les obligations de la Société et de ses filiales envers les anciens employés de la Société de développement du Cap-Breton, constituée par la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, qui ont été acquises par la Société ou ses filiales le 31 décembre 2009, sont assumées par Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Transfert de crédits : ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

(2) Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur de la présente section, par toute loi fédérale aux dépenses de la Société liées aux biens réels visés à l'alinéa (1)c) et aux dépenses de celle-ci liées à ses obligations visées à l'alinéa (1)d) sont réputées être affectées aux dépenses du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Credits transferred — Agency

(3) Any money, other than the money referred to in subsection (2), that is appropriated by an Act of Parliament, for the fiscal year in which this Division comes into force, to defray any of the Corporation's expenditures, and that is unexpended, is deemed to have been appropriated to defray any of the Agency's expenditures.

Appointment to Agency

182 (1) Despite subsection 15(1) of the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act*, every employee of the Corporation or of any of its subsidiaries, other than an employee described in subsection (2), is deemed, on the day on which this Division comes into force, to be a person appointed under the *Public Service Employment Act* to a position in the Agency and to be an employee as defined in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

Appointment to Department of Public Works and Government Services

(2) Every employee of the Corporation or of any of its subsidiaries whose functions relate to any real property or obligations described in paragraph 181(1)(c) or (d), as the case may be, is deemed, on the day on which this Division comes into force, to be a person appointed under the *Public Service Employment Act* to a position in the Department of Public Works and Government Services and to be an employee as defined in subsection 2(1) of that Act.

Employees

(3) Every employee referred to in subsection (1) or (2) is entitled

(a) to receive in the position referred to in subsection (1) or (2) the same rate of pay that they were receiving as an employee of the Corporation or of any of its subsidiaries for as long as that rate of pay is higher than the rate of pay provided for by the terms and conditions of employment that apply or the terms and conditions of employment set out in the collective agreement that applies, as the case may be, to that position;

(b) to retain any vacation and sick leave credits that they had earned during their employment at the Corporation or at any of its subsidiaries; and

Transfert de crédits : Agence

(3) Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur de la présente section, par toute loi fédérale aux dépenses de la Société, sauf les sommes visées au paragraphe (2), sont réputées être affectées aux dépenses de l'Agence.

Nomination auprès de l'Agence

182 (1) Malgré le paragraphe 15(1) de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, tout employé de la Société ou d'une de ses filiales, sauf celui visé au paragraphe (2), est réputé, à la date d'entrée en vigueur de la présente section, avoir été nommé en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* à un poste au sein de l'Agence et être un fonctionnaire au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Nomination auprès du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

(2) L'employé de la Société ou d'une de ses filiales dont les attributions concernent les biens réels ou les obligations visés respectivement aux alinéas 181(1)c) et d) est réputé, à la date d'entrée en vigueur de la présente section, avoir été nommé en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* à un poste au sein du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et être un fonctionnaire au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Employé

(3) L'employé visé aux paragraphes (1) ou (2) a le droit :

a) de recevoir, pour le poste mentionné aux paragraphes (1) ou (2), le taux de rémunération auquel il avait droit comme employé de la Société ou d'une de ses filiales, tant que ce taux est plus élevé que celui prévu par les conditions d'emploi prévues par la convention collective qui est applicable à ce poste ou, à défaut d'une telle convention collective, par les conditions d'emploi applicables à ce poste;

b) de conserver les crédits de congés annuels et de congés de maladie auxquels il avait droit comme employé de la Société ou d'une de ses filiales;

(c) to be credited with their accumulated years of service at the Corporation, at a subsidiary of the Corporation or at the Cape Breton Development Corporation established by the *Cape Breton Development Corporation Act*, for the purpose of determining their annual vacation entitlement in the public service.

In all other respects, the employee is governed by the terms and conditions of employment that apply or the terms and conditions of employment set out in the collective agreement that applies, as the case may be, to that position.

Appointments terminated

183 (1) The members of the Board of Directors of the Corporation cease to hold office on the day on which this Division comes into force.

No compensation

(2) Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person who is appointed to hold office as a member of the Corporation's Board of Directors, except the Chief Executive Officer, has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office by the operation of this Division.

Provisions not applicable

184 Subsections 91(1) and (3) of the *Financial Administration Act* do not apply in respect of the dissolution of, or the sale or other disposal of the assets of, any of the Corporation's subsidiaries.

Closing out affairs

185 After the Corporation is dissolved, the Minister may do any thing and perform any act that is necessary for or incidental to closing out the Corporation's affairs and those of its subsidiaries.

Continuation of legal proceedings

186 Any action, suit or other legal proceeding to which the Corporation or any of its subsidiaries is party that is pending in any court on the day on which this Division comes into force may be continued by or against Her Majesty in right of Canada in the same manner and to the same extent as

c) de voir porter à son crédit, aux fins d'établissement de ses congés annuels au sein de la fonction publique, les années de service cumulées au sein de la Société, d'une filiale de celle-ci ou de la Société de développement du Cap-Breton constituée sous le régime de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*.

À tout autre égard, il est régi par les conditions d'emploi prévues par la convention collective qui est applicable à ce poste ou, à défaut d'une telle convention collective, par les conditions d'emploi applicables à ce poste.

Fin des mandats

183 (1) Le mandat des membres du conseil d'administration de la Société prend fin à la date d'entrée en vigueur de la présente section.

Absence de droit à réclamation

(2) Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées membres du conseil de la Société, exception faite du premier dirigeant, n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par application de la présente section.

Dispositions non applicables

184 Les paragraphes 91(1) et (3) de *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'appliquent pas à la dissolution, ni à la vente ou, d'une façon générale, à la disposition des éléments d'actif des filiales de la Société.

Liquidation

185 Le ministre peut prendre, après la dissolution de la Société, toute mesure nécessaire ou liée à sa liquidation et à celle de ses filiales.

Instances judiciaires en cours

186 Sa Majesté du chef du Canada prend la suite de la Société ou de l'une ou l'autre de ses filiales, selon le cas, au même titre et dans les mêmes conditions que celle-ci, comme partie dans les instances judiciaires en cours à l'entrée en vigueur de la présente section et auxquelles la Société ou sa filiale, selon le cas, est partie.

it could have been continued by or against the Corporation or subsidiary, as the case may be.

Atlantic Canada Opportunities Agency Act

187 [Amendment]

Consequential Amendments

Financial Administration Act

188 [Amendment]

189 [Amendment]

Payments in Lieu of Taxes Act

190 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

191 [Amendment]

Repeal

192 [Repeal]

DIVISION 11

Museums Act

Amendment to the Act

193 [Amendment]

Transitional Provisions

Definitions

194 [Transitional Provision]

Online Works of Reference

195 [Transitional Provision]

196 [Transitional Provision]

197 [Transitional Provision]

198 [Transitional Provisions]

199 [Transitional Provision]

Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

187 [Modification]

Modifications corrélatives

Loi sur la gestion des finances publiques

188 [Modification]

189 [Modification]

Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts

190 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

191 [Modification]

Abrogation

192 [Abrogation]

SECTION 11

Loi sur les musées

Modification de la loi

193 [Modification]

Dispositions transitoires

Définitions

194 [Disposition transitoire]

Ouvrages de référence en ligne

195 [Disposition transitoire]

196 [Disposition transitoire]

197 [Disposition transitoire]

198 [Dispositions transitoires]

199 [Disposition transitoire]

Virtual Museum of Canada

200 [Transitional Provision]

201 [Transitional Provision]

202 [Transitional Provision]

203 [Transitional Provisions]

204 [Transitional Provision]

Coming into Force

Order in council

'205 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 193 to 199 in force August 29, 2014, sections 200 to 204 in force September 30, 2014, *see* SI/2014-72.]

DIVISION 12

Nordion and Theratronics Divestiture
Authorization Act

206 [Amendment]

207 [Amendments]

208 [Amendment]

209 [Amendment]

DIVISION 13

Bank Act

210 [Amendment]

DIVISION 14

Insurance Companies Act

211 [Amendments]

Musée virtuel du Canada

200 [Disposition transitoire]

201 [Disposition transitoire]

202 [Disposition transitoire]

203 [Dispositions transitoires]

204 [Disposition transitoire]

Entrée en vigueur

Décret

'205 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Articles 193 à 199 en vigueur le 29 août 2014 et articles 200 à 204 en vigueur le 30 septembre 2014, *voir* TR/2014-72.]

SECTION 12

Loi autorisant l'aliénation de Nordion
et de Theratronics

206 [Modification]

207 [Modifications]

208 [Modification]

209 [Modification]

SECTION 13

Loi sur les banques

210 [Modification]

SECTION 14

Loi sur les sociétés d'assurances

211 [Modifications]

DIVISION 15

Regulatory Cooperation

Motor Vehicle Safety Act

212 [Amendment]

213 [Amendments]

214 [Amendment]

215 [Amendment]

216 [Amendments]

217 [Amendments]

218 [Amendment]

219 [Amendment]

220 [Amendment]

221 [Amendments]

222 [Amendment]

223 [Amendments]

224 [Amendment]

225 [Amendment]

226 [Amendment]

227 [Amendment]

228 [Amendment]

229 [Amendments]

230 [Amendment]

Railway Safety Act

231 [Amendment]

Transportation of Dangerous Goods Act, 1992

232 [Amendment]

SECTION 15

Coopération en matière de réglementation

Loi sur la sécurité automobile

212 [Modification]

213 [Modifications]

214 [Modification]

215 [Modification]

216 [Modifications]

217 [Modifications]

218 [Modification]

219 [Modification]

220 [Modification]

221 [Modifications]

222 [Modification]

223 [Modifications]

224 [Modification]

225 [Modification]

226 [Modification]

227 [Modification]

228 [Modification]

229 [Modifications]

230 [Modification]

Loi sur la sécurité ferroviaire

231 [Modification]

Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses

232 [Modification]

Ensuring Safe Vehicles Imported from Mexico for Canadians Act

233 [Amendment]

Safe Food for Canadians Act

234 [Amendments]

235 [Amendment]

236 [Amendment]

Coordinating Amendments

237 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***238 Section 213, subsections 217(1), (3), (4) and (6) and sections 220 to 222 and 230 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 220 to 222 in force May 15, 2015, see SI/2015-38.]

DIVISION 16

Telecommunications Act

Amendments to the Act

239 [Amendments]

240 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***241 Subsections 239(2) and 240(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subsections 239(2) and 240(2) in force July 1, 2015, see SI/2015-53.]

Loi assurant aux Canadiens la sécurité des véhicules importés du Mexique

233 [Modification]

Loi sur la salubrité des aliments au Canada

234 [Modifications]

235 [Modification]

236 [Modification]

Dispositions de coordination

237 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***238 L'article 213, les paragraphes 217(1), (3), (4) et (6) et les articles 220 à 222 et 230 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note: Articles 220 à 222 en vigueur le 15 mai 2015, voir TR/2015-38.]

SECTION 16

Loi sur les télécommunications

Modification de la loi

239 [Modifications]

240 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***241 Les paragraphes 239(2) et 240(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Paragraphes 239(2) et 240(2) en vigueur le 1^{er} juillet 2015, voir TR/2015-53.]

DIVISION 17

Sickness Benefits

Canada Labour Code

242 [Amendment]

243 [Amendment]

244 [Amendment]

245 [Amendments]

246 [Amendment]

Employment Insurance Act

247 [Amendment]

248 [Amendment]

249 [Amendment]

Transitional Provision

250 [Transitional Provision]

Coming into Force

Order in council

'251 This Division, other than section 249, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 17, other than section 249, in force October 12, 2014, *see* SI/2014-79.]

DIVISION 18

Canadian Food Inspection Agency Act

Amendment to the Act

252 [Amendment]

Coming into Force

2012, c. 24 or royal assent.

'253 This Division comes into force on the day on which section 103 of the *Safe Food for Canadians*

SECTION 17

Prestations de maladie

Code canadien du travail

242 [Modification]

243 [Modification]

244 [Modification]

245 [Modifications]

246 [Modification]

Loi sur l'assurance-emploi

247 [Modification]

248 [Modification]

249 [Modification]

Disposition transitoire

250 [Disposition transitoire]

Entrée en vigueur

Décret

'251 La présente section, à l'exception de l'article 249, entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 17, à l'exception de l'article 249, en vigueur le 12 octobre 2014, *voir* TR/2014-79.]

SECTION 18

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Modification de la loi

252 [Modification]

Entrée en vigueur

2012, ch. 24 ou sanction.

'253 La présente section entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 103 de la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* ou, si

Act comes into force or, if it is later, on the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Division 18 in force January 15, 2019, see SI/2018-39.]

DIVISION 19

Money Laundering and Terrorist Financing

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

254 [Amendment]

255 [Amendment]

256 [Amendments]

257 [Amendment]

258 [Amendment]

259 [Amendment]

260 [Amendment]

261 [Amendment]

262 [Amendments]

263 [Amendment]

264 [Amendment]

265 [Amendment]

266 [Amendment]

267 [Amendment]

268 [Amendments]

269 [Amendment]

270 [Amendment]

271 [Amendment]

272 [Amendment]

273 [Amendment]

elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.

* [Note: Section 18 en vigueur le 15 janvier 2019, voir TR/2018-39.]

SECTION 19

Recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

254 [Modification]

255 [Modification]

256 [Modifications]

257 [Modification]

258 [Modification]

259 [Modification]

260 [Modification]

261 [Modification]

262 [Modifications]

263 [Modification]

264 [Modification]

265 [Modification]

266 [Modification]

267 [Modification]

268 [Modifications]

269 [Modification]

270 [Modification]

271 [Modification]

272 [Modification]

273 [Modification]

274 [Amendment]

275 [Amendments]

276 [Amendments]

277 [Amendment]

278 [Amendment]

279 [Amendment]

280 [Amendments]

281 [Amendment]

282 [Amendments]

283 [Amendments]

284 [Amendments]

285 [Amendment]

286 [Amendment]

287 [Amendments]

288 [Amendment]

289 [Amendment]

290 [Amendment]

291 [Amendment]

292 [Amendment]

293 [Amendment]

294 [Amendments]

295 [Amendment]

296 [Amendment]

Jobs and Economic Growth Act

297 [Amendment]

274 [Modification]

275 [Modifications]

276 [Modifications]

277 [Modification]

278 [Modification]

279 [Modification]

280 [Modifications]

281 [Modification]

282 [Modifications]

283 [Modifications]

284 [Modifications]

285 [Modification]

286 [Modification]

287 [Modifications]

288 [Modification]

289 [Modification]

290 [Modification]

291 [Modification]

292 [Modification]

293 [Modification]

294 [Modifications]

295 [Modification]

296 [Modification]

Loi sur l'emploi et la croissance économique

297 [Modification]

Coming into Force

One year after royal assent

298 (1) Section 260 comes into force one year after the day on which this Act receives royal assent.

* [Note: Section 260 in force June 19, 2015.]

January 1, 2015

(2) Section 289 comes into force on January 1, 2015.

Order in council

(3) Subsections 256(2) and (3), sections 257, 258 and 261, subsection 262(3) and sections 263 to 266 and 293, subsections 294(1) to (5) and section 296 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsection 256(3), section 258 and subsections 294(2) and (4) in force June 17, 2017, see SI/2016-35.]

DIVISION 20

Immigration

Immigration and Refugee Protection Act

299 [Amendment]

300 [Amendment]

301 [Amendment]

302 [Amendment]

303 [Amendment]

304 [Amendment]

305 [Amendment]

Economic Action Plan 2013 Act, No. 2

306 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

(307) Sections 300 and 301 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor

Entrée en vigueur

Un an après la sanction royale

298 (1) L'article 260 entre en vigueur un an après la date de la sanction de la présente loi.

* [Note : Article 260 en vigueur le 19 juin 2015.]

1^{er} janvier 2015

(2) L'article 289 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Décret

(3) Les paragraphes 256(2) et (3), les articles 257, 258, 261, le paragraphe 262(3), les articles 263 à 266 et 293, les paragraphes 294(1) à (5) et l'article 296 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Paragraphe 256(3), article 258 et paragraphes 294(2) et (4) en vigueur le 17 Juin 2017, voir TR/2016-35.]

SECTION 20

Immigration

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

299 [Modification]

300 [Modification]

301 [Modification]

302 [Modification]

303 [Modification]

304 [Modification]

305 [Modification]

Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013

306 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

(307) Les articles 300 et 301 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret, ces dates ne

in Council, which may not be earlier than the day on which section 290 of the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 2* comes into force.

* [Note: Sections 300 and 301 in force January 1, 2015, see SI/2014-99.]

DIVISION 21

Public Service Labour Relations

Public Service Labour Relations Act

308 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 34]

Economic Action Plan 2013 Act, No. 2

309 [Amendments]

Coming into Force

310 (1) [Repealed, 2018, c. 24, s. 35]

Section 309

(2) Section 309 is deemed to have come into force on December 12, 2013.

2014, c. 20, s. 310; 2018, c. 24, s. 35.

DIVISION 22

Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006

311 [Amendments]

312 [Amendment]

DIVISION 23

Budget Implementation Act, 2009

313 [Amendment]

pouvant toutefois être antérieures à celle de l'entrée en vigueur de l'article 290 de la *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013*.

* [Note: Articles 300 et 301 en vigueur le 1^{er} janvier 2015, voir TR/2014-99.]

SECTION 21

Relations de travail dans la fonction publique

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

308 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 34]

Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013

309 [Modifications]

Entrée en vigueur

310 (1) [Abrogé, 2018, ch. 24, art. 35]

Article 309

(2) L'article 309 est réputé être entré en vigueur le 12 décembre 2013.

2014, ch. 20, art. 310; 2018, ch. 24, art. 35.

SECTION 22

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre

311 [Modifications]

312 [Modification]

SECTION 23

Loi d'exécution du budget de 2009

313 [Modification]

DIVISION 24

Securitization of Insured Mortgage or Hypothecary Loans

Protection of Residential Mortgage or Hypothecary Insurance Act

314 [Amendment]

315 [Amendment]

National Housing Act

316 [Amendment]

DIVISION 25

Amendments Relating to International Treaties on Trademarks

Amendments to the Trade-marks Act

317 [Amendment]

318 [Amendment]

319 [Amendments]

320 [Amendment]

321 [Amendments]

322 [Amendment]

323 [Amendments]

324 [Amendment]

325 [Amendment]

326 [Amendments]

327 [Amendment]

328 [Amendment]

329 [Amendment]

330 [Amendments]

SECTION 24

Titrisation de prêts hypothécaires assurés

Loi sur la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle

314 [Modification]

315 [Modification]

Loi nationale sur l'habitation

316 [Modification]

SECTION 25

Modifications liées aux traités internationaux sur les marques de commerce

Modification de la Loi sur les marques de commerce

317 [Modification]

318 [Modification]

319 [Modifications]

320 [Modification]

321 [Modifications]

322 [Modification]

323 [Modifications]

324 [Modification]

325 [Modification]

326 [Modifications]

327 [Modification]

328 [Modification]

329 [Modification]

330 [Modifications]

331 [Amendment]

332 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 367]

333 [Amendment]

334 [Amendments]

335 [Amendment]

336 [Amendment]

337 [Amendment]

338 [Amendment]

339 [Amendment]

340 [Amendments]

341 [Amendment]

342 [Amendments]

343 [Amendments]

344 [Amendment]

345 [Amendment]

346 [Amendments]

347 [Amendment]

348 [Amendment]

349 [Amendment]

350 [Amendment]

351 [Amendment]

352 [Amendment]

353 [Amendment]

354 [Amendment]

355 [Amendment]

356 [Amendment]

357 [Amendment]

358 [Amendment]

358.1 [Amendment]

331 [Modification]

332 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 367]

333 [Modification]

334 [Modifications]

335 [Modification]

336 [Modification]

337 [Modification]

338 [Modification]

339 [Modification]

340 [Modifications]

341 [Modification]

342 [Modifications]

343 [Modifications]

344 [Modification]

345 [Modification]

346 [Modifications]

347 [Modification]

348 [Modification]

349 [Modification]

350 [Modification]

351 [Modification]

352 [Modification]

353 [Modification]

354 [Modification]

355 [Modification]

356 [Modification]

357 [Modification]

358 [Modification]

358.1 [Modification]

358.2 [Amendment]

2014, c. 20, s. 367.

359 [Amendment]

360 [Amendment]

361 [Amendment]

362 [Amendment]

363 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 367]

Consequential Amendments

Olympic and Paralympic Marks Act

364 [Amendment]

365 [Amendment]

Terminology

366 [Amendments]

Coordinating Amendments

367 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

368 **“(1) This Division, other than sections 358.1, 358.2 and 367, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 25, other than sections 358.1, 358.2 and 367, in force June 17, 2019, *see* SI/2018-100.]

Order in council

“(2) Sections 358.1 and 358.2 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 358.1 in force October 5, 2018, *see* SI/2018-94; section 358.2 in force June 18, 2019, *see* SI/2018-100.]

2014, c. 20, ss. 367, 368.

DIVISION 26

Reduction of Governor in Council
Appointments

369 [Amendment]

358.2 [Modification]

2014, ch. 20, art. 367.

359 [Modification]

360 [Modification]

361 [Modification]

362 [Modification]

363 [Abrogé avant d’entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 367]

Modifications corrélatives

Loi sur les marques olympiques et paralympiques

364 [Modification]

365 [Modification]

Modifications terminologiques

366 [Modifications]

Dispositions de coordination

367 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

368 **“(1) La présente section, à l’exception des articles 358.1, 358.2 et 367, entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 25, à l’exception des articles 358.1, 358.2 et 367, en vigueur le 17 juin 2019, *voir* TR/2018-100.]

Décret

“(2) Les articles 358.1 et 358.2 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Article 358.1 en vigueur le 5 octobre 2018, *voir* TR/2018-94; article 358.2 en vigueur le 18 juin 2019, *voir* TR/2018-100.]

2014, ch. 20, art. 367 et 368.

SECTION 26

Mesure de réduction des postes
pourvus par le gouverneur en conseil

369 [Modification]

370 [Amendment]

DIVISION 27

Old Age Security Act

Amendments to the Act

371 [Amendments]

372 [Amendments]

373 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***374 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 27 not in force.]

DIVISION 28

New Bridge for the St. Lawrence Act

Enactment

375 The *New Bridge for the St. Lawrence Act* is enacted as follows:

[See *New Bridge for the St. Lawrence Act*]

DIVISION 29

Administrative Tribunals Support
Service of Canada Act

Enactment of Act

Enactment

376 The *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act* whose text is as follows and whose schedule is set out in Schedule 6 to this Act, is enacted:

[See *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act*]

370 [Modification]

SECTION 27

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Modification de la loi

371 [Modifications]

372 [Modifications]

373 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***374 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 27 non en vigueur.]

SECTION 28

Loi visant le nouveau pont pour le
Saint-Laurent

Édiction de la loi

375 Est édictée la *Loi visant le nouveau pont pour le Saint-Laurent*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi visant le nouveau pont pour le Saint-Laurent*]

SECTION 29

Loi sur le Service canadien d'appui aux
tribunaux administratifs

Édiction de la loi

Édiction

376 Est édictée la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*, dont le texte suit et dont l'annexe figure à l'annexe 6 de la présente loi :

[Voir la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*]

Transitional Provisions

377 [Transitional Provisions]

378 [Transitional Provisions]

379 [Transitional Provision]

380 [Transitional Provisions]

381 [Transitional Provisions]

Consequential Amendments

Access to Information Act

382 [Amendment]

383 [Amendment]

384 [Amendment]

385 [Amendment]

386 [Amendment]

387 [Amendment]

388 [Amendment]

Competition Act

389 [Amendment]

Cultural Property Export and Import Act

390 [Amendment]

391 [Amendment]

392 [Amendment]

Excise Tax Act

393 [Amendment]

Financial Administration Act

394 [Amendment]

395 [Amendment]

396 [Amendment]

397 [Amendment]

398 [Amendment]

Dispositions transitoires

377 [Dispositions transitoires]

378 [Dispositions transitoires]

379 [Disposition transitoire]

380 [Dispositions transitoires]

381 [Dispositions transitoires]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

382 [Modification]

383 [Modification]

384 [Modification]

385 [Modification]

386 [Modification]

387 [Modification]

388 [Modification]

Loi sur la concurrence

389 [Modification]

Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels

390 [Modification]

391 [Modification]

392 [Modification]

Loi sur la taxe d'accise

393 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

394 [Modification]

395 [Modification]

396 [Modification]

397 [Modification]

398 [Modification]

399 [Amendment]

400 [Amendment]

401 [Amendment]

402 [Amendment]

403 [Amendment]

404 [Amendment]

405 [Amendment]

406 [Amendment]

407 [Amendment]

408 [Amendment]

409 [Amendment]

410 [Amendment]

411 [Amendment]

412 [Amendment]

413 [Amendment]

Canadian Human Rights Act

414 [Amendment]

415 [Amendment]

Canada Labour Code

416 [Amendments]

417 [Amendment]

418 [Amendment]

419 [Amendment]

420 [Amendment]

Privacy Act

421 [Amendment]

422 [Amendment]

423 [Amendment]

424 [Amendment]

399 [Modification]

400 [Modification]

401 [Modification]

402 [Modification]

403 [Modification]

404 [Modification]

405 [Modification]

406 [Modification]

407 [Modification]

408 [Modification]

409 [Modification]

410 [Modification]

411 [Modification]

412 [Modification]

413 [Modification]

Loi canadienne sur les droits de la personne

414 [Modification]

415 [Modification]

Code canadien du travail

416 [Modifications]

417 [Modification]

418 [Modification]

419 [Modification]

420 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

421 [Modification]

422 [Modification]

423 [Modification]

424 [Modification]

425 [Amendment]**426** [Amendment]**427** [Amendment]

Special Import Measures Act

428 [Amendment]**429** [Amendment]**430** [Amendment]**431** [Amendments]**432** [Amendments]**433** [Amendment]**434** [Amendment]**435** [Amendment]**436** [Amendment]**437** [Amendments]**438** [Amendment]**439** [Amendments]**440** [Amendment]**441** [Amendment]**442** [Amendments]**443** [Amendments]**444** [Related Provision]

Customs Act

445 [Amendments]**446** [Amendments]

Competition Tribunal Act

447 [Amendment]**448** [Amendment]

Canada Agricultural Products Act

449 [Amendment]**425** [Modification]**426** [Modification]**427** [Modification]

Loi sur les mesures spéciales d'importation

428 [Modification]**429** [Modification]**430** [Modification]**431** [Modifications]**432** [Modifications]**433** [Modification]**434** [Modification]**435** [Modification]**436** [Modification]**437** [Modifications]**438** [Modification]**439** [Modifications]**440** [Modification]**441** [Modification]**442** [Modifications]**443** [Modifications]**444** [Disposition connexe]

Loi sur les douanes

445 [Modifications]**446** [Modifications]

Loi sur le Tribunal de la concurrence

447 [Modification]**448** [Modification]

Loi sur les produits agricoles au Canada

449 [Modification]

450 [Amendment]

451 [Amendment]

Canadian International Trade Tribunal Act

452 [Amendment]

453 [Amendment]

454 [Amendment]

455 [Amendments]

456 [Amendment]

457 [Related Provision]

Income Tax Act

458 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

459 [Amendment]

Status of the Artist Act

460 [Amendment]

461 [Amendment]

462 [Amendment]

Employment Equity Act

463 [Amendment]

Transportation Appeal Tribunal of Canada Act

464 [Amendment]

465 [Amendment]

Department of Employment and Social Development Act

466 [Amendment]

467 [Amendment]

Public Servants Disclosure Protection Act

468 [Amendment]

450 [Modification]

451 [Modification]

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

452 [Modification]

453 [Modification]

454 [Modification]

455 [Modifications]

456 [Modification]

457 [Disposition connexe]

Loi de l'impôt sur le revenu

458 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

459 [Modification]

Loi sur le statut de l'artiste

460 [Modification]

461 [Modification]

462 [Modification]

Loi sur l'équité en matière d'emploi

463 [Modification]

Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada

464 [Modification]

465 [Modification]

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social

466 [Modification]

467 [Modification]

Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

468 [Modification]

Specific Claims Tribunal Act

469 [Amendment]

470 [Amendment]

Economic Action Plan 2013 Act, No. 2

471 [Amendments]

472 [Amendment]

473 [Amendment]

474 [Amendment]

475 [Amendment]

476 [Amendment]

477 [Amendment]

478 [Amendment]

479 [Amendment]

Coordinating Amendments

480 [Amendments]

481 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

482 This Division, except sections 471 to 481, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 29, except sections 471 to 481, in force November 1, 2014, see SI/2014-83.]

DIVISION 30

Apprentice Loans Act

Enactment of Act

Enactment

483 The *Apprentice Loans Act* is enacted as follows:

[See *Apprentice Loans Act*]

Loi sur le Tribunal des revendications particulières

469 [Modification]

470 [Modification]

Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013

471 [Modifications]

472 [Modification]

473 [Modification]

474 [Modification]

475 [Modification]

476 [Modification]

477 [Modification]

478 [Modification]

479 [Modification]

Dispositions de coordination

480 [Modifications]

481 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

482 La présente section, exception faite des articles 471 à 481, entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 29, exception faite des articles 471 à 481, en vigueur le 1^{er} novembre 2014, voir TR/2014-83.]

SECTION 30

Loi sur les prêts aux apprentis

Édiction de la loi

Édiction

483 Est édictée la *Loi sur les prêts aux apprentis*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi sur les prêts aux apprentis*]

Consequential Amendments

Bankruptcy and Insolvency Act

484 [Amendments]

Department of Employment and Social Development Act

485 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

***486 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 30 in force January 2, 2015, see SI/2014-100.]

Modifications corrélatives

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

484 [Modifications]

Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social

485 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

***486 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Section 30 en vigueur le 2 janvier 2015, voir TR/2014-100.]

SCHEDULE 1

(Section 96)

[Amendment]

ANNEXE 1

(article 96)

[Modification]

SCHEDULE 2

(Section 97)

[Amendment]

ANNEXE 2

(article 97)

[Modification]

SCHEDULE 3

(Section 99)

[See *Canada–United States Enhanced Tax Information Exchange Agreement Implementation Act*]

ANNEXE 3

(article 99)

[Voir la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux*]

SCHEDULE 4

(Section 128)

[Amendment]

ANNEXE 4

(article 128)

[Modification]

SCHEDULE 5

(Section 170)

[Amendment]

ANNEXE 5

(article 170)

[Modification]

SCHEDULE 6

(Section 376)

[See *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act*]

ANNEXE 6

(article 376)

[Voir la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*]

RELATED PROVISIONS

— 2017, c. 9, s. 55(2)

Other references

55 (2) Unless the context requires otherwise, every reference to the *Public Service Labour Relations Act* in any provision of an Act of Parliament other than a provision referred to in subsection (1) is to be read as a reference to the *Federal Public Sector Labour Relations Act*.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2017, ch. 9, par. 55(2)

Autres mentions

55 (2) Sauf indication contraire du contexte, dans toute disposition d'une loi fédérale, autre qu'une disposition visée au paragraphe (1), la mention de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* vaut mention de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral*.